

Brochure n° 3104

Convention collective nationale

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**
(10^e édition. – Septembre 2004)

AVENANT DU 1^{ER} JUILLET 2005
RELATIF AU DROIT SYNDICAL

NOR : *ASET0550946M*
IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (Leem),

D'une part, et

La fédération chimie énergie FCE-CFDT ;

La fédération des cadres de la chimie CFE-CGC ;

La fédération chimie mines textiles énergie CFTC ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale de la pharmacie FO ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs médicaux (SNPADVM),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe *a* « Réunions statutaires » du 5^o « Absences liées aux missions syndicales » de l'article 15 « Exercice du droit syndical et des mandats représentatifs du personnel » des clauses générales de la convention collec-

tive nationale de l'industrie pharmaceutique du 6 avril 1956 modifiée est supprimé et remplacé par :

« a) Réunions statutaires

Sous réserve de ne pas apporter de gêne excessive à l'activité du service ou de l'atelier, des autorisations d'absence non rémunérées seront accordées, sur préavis d'au moins 1 semaine, sauf urgence, aux salariés devant assister aux réunions statutaires des organisations syndicales ou aux réunions sur présentation de documents écrits émanant de celles-ci.

Toutefois, afin de développer un dialogue social constructif et responsable, des autorisations d'absences payées seront accordées après préavis d'au moins 15 jours aux salariés devant assister à des réunions organisées par les organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche pour une durée expérimentale allant jusqu'au 31 décembre 2007.

Dans ce contexte, chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche bénéficie au maximum de 10 jours d'absences payées par an, sachant que ces absences ne peuvent se prendre que par journées entières.

Ces autorisations d'absences sont subordonnées au respect des conditions édictées à l'article 9-3 *a* ci-dessus. Le Leem recevra une copie de la convocation émanant de l'organisation syndicale de salariés avec la liste de leurs destinataires concomitamment à l'envoi des convocations aux salariés concernés. Dans un délai de 8 jours après la réunion, l'organisation syndicale de salariés adressera au Leem une copie de la feuille de présence signée par chaque participant. Les salariés ainsi convoqués bénéficient des conditions de remboursement de frais prévues à l'article 9-4 *b* ci-dessus.

Dans le courant du 1^{er} trimestre 2008, les partenaires sociaux se réuniront afin de dresser un bilan de l'utilisation de ces autorisations d'absences. »

Article 2

Il est ajouté dans l'article 15 « Exercice du droit syndical et des mandats représentatifs du personnel » des clauses générales de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique du 6 avril 1956 modifiée un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o Droit de saisine des organisations syndicales de salariés

Conformément à l'article L. 132-5-2 du code du travail, les partenaires sociaux décident d'arrêter les conditions dans lesquelles les organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche peuvent formuler leurs demandes d'ouverture de négociations, sans préjudice des obligations formulées aux articles L. 132-12 et L. 132-27 du code du travail.

Toute demande d'ouverture des négociations sera motivée et adressée au Leem par lettre recommandée avec accusé de réception et devra être portée à la connaissance des autres organisations syndicales de salariés.

Le Leem dispose d'un délai de 3 mois maximum à compter de la date de réception de la demande pour faire connaître sa réponse. »

Article 3

Dépôt

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale l'extension du présent accord.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain de la date de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2005.

(Suivent les signatures.)